

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/SAU/4/Rev.5/Add.1  
15 juin 2004

(04-2603)

---

Groupe de travail de  
l'accession du Royaume d'Arabie saoudite

## PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

### Addendum

La communication ci-après de la délégation du Royaume d'Arabie saoudite peut être consultée au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126) et obtenue sous forme électronique sur demande à l'adresse suivante: [accessions@wto.org](mailto:accessions@wto.org).

Les renseignements ci-après ont été fournis par le représentant de l'Arabie saoudite en addendum au document WT/ACC/SPEC/SAU/4/Rev.5, daté du 2 juin 2004.

Le présent document appelle l'attention des membres du Groupe de travail sur les renseignements supplémentaires suivants, contenus dans des annexes qui peuvent être consultées sur demande auprès du Secrétariat:

1. Directive technique de la SASO, Première partie à Quatrième partie, 24 mai 2004
2. Processus SPS concernant l'imposition, le maintien et la suppression des interdictions d'importer
3. Politiques des prix – Décision n° 260 du Conseil des ministres (7 janvier 2002); Décision n° 15 du Conseil suprême du pétrole et des ressources minérales (3 juin 2001) (y compris les règles de détermination des prix des LGN publiées à ce titre)
4. Loi sur le Comité d'examen des réclamations, Décret royal n° M/51, 14 novembre 1981
5. Accession à la Convention de Vienne sur le droit des traités – Décision du Conseil des ministres n° 165 du 24.6.1423H
6. Restructuration du secteur de l'électricité – Décision du Conseil des ministres n° 169 du 11.8.1419
7. Élimination progressive de l'ICCP et des procédures de transition – Décision du Conseil des ministres n° 213 du 3.8.1424H

En résumé, cette décision prévoit que les certificats de conformité internationaux, établis et approuvés par l'organisme officiel concerné du pays exportateur, seront acceptés s'ils sont joints aux marchandises importées. Les certificats devront garantir la conformité des marchandises aux spécifications autorisées, et l'organisme chargé de délivrer les certificats sera responsable de leur contenu et donc des erreurs ou problèmes relatifs à l'utilisation des marchandises. Pendant la période de transition, des échantillons de marchandises seront contrôlés à la frontière saoudienne afin de vérifier les certificats qui y seront joints.

8. Programme et procédures de privatisation – Décision du Conseil des ministres n° 60 du 1.4.1418H; Décision du Conseil des ministres n° 257 du 11.11.1421H
9. Mises à jour des annexes E (Liste des produits soumis aux prescriptions de licences d'importation non automatiques (le Ministère habilité a été ajouté)), K (Liste des exportations soumises à autorisation/licence (le Ministère habilité a été ajouté)) et M (Liste des mesures SPS en vigueur dans le Royaume d'Arabie saoudite).

En outre, le représentant de l'Arabie saoudite a fourni les renseignements suivants concernant certains paragraphes de la Révision 5 du projet de rapport:

1. Il faudrait supprimer la référence aux IFS au paragraphe 37, car ces institutions ne font pas partie de la stratégie de privatisation.
2. Le nombre de licences d'investissement accordées à ce jour est de 1 540 (paragraphe 52).

3. Le paragraphe 133 devrait être modifié de la façon suivante:

Un membre du Groupe de travail s'est enquis des procédures relatives aux produits médicaux, et en particulier aux produits pharmaceutiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'aucune licence d'importation n'était exigée pour les produits pharmaceutiques ou médicaux agréés, mais que, comme on pouvait le constater à l'annexe E (Liste des produits soumis aux prescriptions de licences d'importation non automatiques), certains produits médicaux étaient assujettis à des licences d'importation non automatiques. En réponse à une nouvelle question, il a confirmé que les importations de médicaments destinés à l'homme et relevant des positions 30.03 et 30.04 ne faisaient pas l'objet de licences d'importation (dès lors que la vente en Arabie saoudite en avait été autorisée), mais que les produits médicaux autorisés à usage vétérinaire relevant de ces positions y étaient assujettis, pour garantir la santé et assurer la sécurité des animaux. Il a ajouté que les produits pharmaceutiques ou médicaux qui n'avaient pas été approuvés au préalable étaient soumis à un processus d'approbation administré par le Ministère de la santé, destiné à évaluer ces produits et à vérifier si leur fabricant suivait de bonnes pratiques en la matière. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que ce processus pouvait prendre jusqu'à 18 mois. Un des membres du Groupe de travail a demandé si l'Arabie saoudite exigeait que les produits pharmaceutiques soient enregistrés dans au moins trois pays de l'Union européenne avant de permettre leur importation ou leur commercialisation sur son territoire. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que ce n'était pas le cas pour l'importation de médicaments destinés à l'homme. Les sociétés qui voulaient commercialiser leurs produits pharmaceutiques en Arabie saoudite passaient par le processus ci-après:

- i. elles remplissaient dûment un formulaire de demande d'enregistrement, qu'elles soumettaient;
- ii. le Comité technique examinait ce formulaire et les pièces qui y étaient jointes et, après approbation préliminaire, constituait un groupe d'inspection de la société et du produit;
- iii. le groupe d'inspection se rendait dans les bureaux de la société et dans son usine de fabrication pour s'assurer que les bonnes pratiques y étaient suivies;
- iv. le Comité technique se prononçait en définitive sur la base du rapport d'inspection;
- v. une fois agréée, la société était autorisée à faire enregistrer son (ses) produit(s).

Le représentant de l'Arabie saoudite a estimé que les mesures examinées ci-dessus étaient en conformité avec les règles de l'OMC, et il a confirmé que son pays continuerait à les administrer d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

4. Il faudrait ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 138:

Un membre du Groupe de travail a avancé que l'Arabie saoudite imposait des prescriptions supplémentaires pour l'importation de semences, par un système de licences non automatiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le rôle du Ministère de l'agriculture était expliqué dans l'annexe G à la rubrique "Conditions et prescriptions", et que la procédure était simple et brève et ne constituait pas une restriction déguisée au commerce international.

5. Ajouter à la fin du paragraphe 163:

Le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le CCG avait adopté une loi sur les droits antidumping et les droits compensateurs. Il élaborait actuellement des règlements d'application.

6. Ajouter à la fin du paragraphe 165:

Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté ultérieurement que les annexes J et K identifiaient tous les produits dont l'exportation était interdite ou soumise à une licence. Certains de ces produits étaient examinés ci-après, en réponse à des questions posées par des membres du Groupe de travail.

7. L'interdiction concernant les importations de sperme de bovin avait été levée (paragraphe 206).
-